Tableau historique

du 10 octobre 2001

(Entrée en vigueur : 1^{er} octobre 2001)

Le CONSEIL D'ETAT de la République et canton de Genève,

vu la loi fédérale sur les hautes écoles spécialisées, du 6 octobre 1995, en particulier ses articles 12 et 13, et l'ordonnance relative à la création et à la gestion des hautes écoles spécialisées, du 11 septembre 1996;

vu le concordat intercantonal créant une haute école spécialisée de Suisse occidentale, du 9 janvier 1997, en particulier son article 29;

vu la Convention intercantonale créant la Haute école spécialisée santé-social de Suisse romande (HES-S2), du 6 juillet 2001, en particulier ses articles 31 à 34; ⁽²⁾

vu l'accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études, du 18 février 1993; ⁽²⁾

vu le règlement de la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) concernant la reconnaissance des diplômes cantonaux des hautes écoles spécialisées, du 10 juin 1999;⁽²⁾

vu le profil des hautes écoles d'arts visuels et d'arts appliqués (HEAA), approuvé par la conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique, du 10 juin 1999;⁽²⁾

vu les conditions-cadre édictées par la haute école spécialisée de Suisse occidentale; ⁽²⁾

vu la loi sur l'enseignement professionnel supérieur, du 19 mars 1998, en particulier ses articles 21 à 25; ⁽²⁾

vu la loi sur l'instruction publique, du 6 novembre 1940, en particulier ses articles 120 à 132, et 155; ⁽²⁾

vu la loi cantonale sur les hautes écoles spécialisées, du 19 mars 1998, en particulier ses articles 21 à 24; ⁽²⁾

arrête :

Titre I Dispositions générales

Chapitre I Composition du corps enseignant et missions

Art. 1 Composition

¹ Le corps enseignant des écoles genevoises HES se compose des membres du corps professoral et des membres du corps intermédiaire, soit des collaboratrices et collaborateurs de l'enseignement et de la recherche.

² Les membres du corps professoral sont :

- a) les professeures et professeurs HES;
- b) les chargées et chargés de cours HES;
- c) les chargées et chargés d'enseignement HES;⁽¹⁾
- d) les professeures et professeurs invités HES.⁽¹⁾

³ Les membres du corps intermédiaire sont :

- a) les adjointes et adjoints scientifiques HES;
- b) les assistantes et assistants HES;
- c) les assistantes et assistants de recherche HES.

Art. 2 Champ d'application

¹ Le présent statut s'applique à tous les membres du corps enseignant qui assument une charge dans les filières de formation HES, quels que soient les domaines d'enseignement et de recherche.

² Les membres du corps professoral exerçant plusieurs fonctions relevant de ce corps sont traités d'après le statut le plus favorable.

³ En principe, les membres du corps enseignant qui exercent à un niveau d'enseignement différent ont un double statut.

Ecole supérieure des beaux-arts

⁴ Le présent statut s'applique également au corps enseignant de l'école supérieure des beaux-arts, avec les nuances qu'imposent sa nature et sa mission particulières. Ne faisant pas partie de la HES-SO, cette école et sa formation sont régies par des dispositions adoptées par la conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique.

Art. 3 Missions HES

¹ Les membres du corps enseignant ont pour mission de dispenser une formation supérieure, professionnelle et/ou artistique, axée sur la pratique au sens de l'article 3 de la loi fédérale sur les hautes écoles spécialisées, et de l'article 1 de la loi cantonale sur les hautes écoles spécialisées. Cette formation est sanctionnée par un diplôme et prépare à l'exercice d'activités professionnelles qui requièrent l'application de connaissances et de méthodes scientifiques ou artistiques.⁽²⁾

² Par conséquent, les membres du corps enseignant assument les travaux de recherche-développement, les cours et études postgrades, ainsi que des prestations à des tiers, dans les limites des dispositions particulières à chaque fonction et des cahiers des charges.

Ecole supérieure des beaux-arts

³ Les membres du corps enseignant de l'école supérieure des beaux-arts ont pour mission de dispenser une formation de niveau HES qui répond aux exigences du « profil des Hautes écoles d'arts visuels et d'arts appliqués (HEAA) » approuvé par la conférence suisse des directrices et des directeurs cantonaux de l'instruction publique, le 10 juin 1999. Par conséquent, les membres du corps enseignant participent également à des activités de recherche fondamentale et d'expérimentation. Basée sur la création en arts visuels, la formation de niveau HES est complétée, le cas échéant, par une formation à l'enseignement et à l'éducation dans ces domaines.

Chapitre II Fonctions et activités

Art. 4 Principes

¹ Dans le cadre de leurs fonctions, les membres du corps enseignant HES doivent leur temps au service des écoles genevoises HES.

² Leur temps de travail est calculé sur une base annuelle. Il est réparti entre :

- a) des activités d'enseignement dans les études principales ainsi que les cours et études postgrades;
- b) des activités de suivi et d'encadrement des étudiants;
- c) des activités de recherche-développement, de transfert de technologies et de prestations à des tiers; respectivement de recherche fondamentale et d'expérimentation dans les domaines artistiques;⁽¹⁾
- d) des missions particulières;
- e) des activités de perfectionnement professionnel ou artistique individuel.

³ L'organisation des activités doit être conçue de telle sorte qu'elle assure des conditions de travail satisfaisantes aux membres du corps enseignant et leur permettent de faire valoir leur personnalité, leurs aptitudes professionnelles et leur faculté d'initiative.

Art. 5 Activités d'enseignement dans les études principales, cours et études postgrades

¹ Les activités d'enseignement comprennent les cours et les travaux pratiques figurant au programme et aux grilles horaires des études principales et des cours et études postgrades.

Le cas échéant, l'enseignement clinique figurant au programme fait partie intégrante des activités d'enseignement.⁽²⁾

² Les activités d'enseignement dispensées dans le cadre des études principales sont liées à un coefficient de 2,2 heures par période de cours, comprenant la préparation et l'évaluation continue de l'enseignement, l'élaboration des supports courants de l'enseignement, les adaptations régulières, la coordination didactique et pédagogique et l'organisation courante du travail des assistantes et assistants HES.⁽¹⁾

Art. 6 Activités liées au suivi et à l'encadrement des étudiantes et étudiants

Les activités liées au suivi et à l'encadrement réalisées par les étudiantes et étudiants portent principalement sur :

- a) la direction et le suivi des travaux des étudiantes et étudiants, en particulier les travaux de diplôme;
- b) la participation aux sessions d'examens, y compris pour les admissions dans les filières HES;
- c) le suivi des stages.

Art. 7 Activités de recherche-développement et transfert de technologies

Les activités liées aux travaux de recherche-développement et transfert de technologies, respectivement de recherche fondamentale et d'expérimentation dans les domaines artistiques, portent également sur :⁽¹⁾

- a) la gestion de projets de recherche-développement;
- b) la gestion de laboratoires et ateliers, y compris la gestion des ressources humaines et matérielles qui leur sont liées;

- c) l'établissement des contacts nécessaires avec les entreprises, institutions, collectivités publiques et associations professionnelles, culturelles ou scientifiques; ⁽¹⁾
- d) l'établissement des contacts nécessaires avec les différents partenaires pour le développement de mandats extérieurs;
- e) l'élaboration de publications et leur diffusion;
- f) la participation aux travaux des centres de compétences.

Art. 8 Missions particulières

Les missions particulières peuvent porter sur :

- a) l'élaboration de nouveaux cours ou l'adaptation importante des programmes d'enseignement et de recherche;
- b) la formation et l'encadrement des nouveaux membres du corps enseignant HES;
- c) la collaboration en tant que représentantes et représentants élus ou désignés dans les structures de participation de l'établissement, au sein de conseils ou commissions prévus dans une norme émanant d'une instance décisionnaire intercantonale de la HES-SO ou dans un règlement du Conseil d'Etat;⁽¹⁾
- d) la gestion pédagogique, administrative et financière à divers niveaux, par délégation et sur mandat de la direction d'établissement et/ou de la direction générale de la Haute Ecole de Genève.⁽²⁾

Art. 9 Activités de perfectionnement professionnel ou artistique individuel

¹ Les activités de perfectionnement professionnel ou artistique sont définies en :

- a) formation didactique de base;
- b) formation complémentaire;
- c) formation continue et mise à jour individuelle des connaissances et compétences professionnelles ou artistiques.

² Ces activités sont identifiées et figurent sur la feuille de charge annuelle, sous forme d'un crédit en heures, correspondant à 10%, conformément aux normes émanant d'une instance décisionnaire intercantonale romande HES, lesquelles s'appliquent par analogie à l'école supérieure des beaux-arts.⁽²⁾

Art. 10 Cahiers des charges

¹ Les différentes fonctions, activités et prestations des membres du corps enseignant sont décrites et précisées dans un cahier des charges général qui se réfère aux principes éthiques et devoirs généraux de la fonction, selon l'article 24 du présent règlement.

² Le cahier des charges général est négocié dans le cadre de la commission paritaire du statut du corps enseignant HES défini au titre IV, articles 102 à 105 du présent règlement.

Art. 11 Charge globale annuelle

¹ L'exercice annuel des membres du corps enseignant débute le 1^{er} octobre.

² Les activités courantes d'enseignement ont lieu pendant 34 semaines dans l'année académique, réparties en deux semestres, auxquelles il faut ajouter les périodes d'examens, y compris les procédures d'admission des candidates et candidats.⁽²⁾

³ Les activités annuelles des membres du corps enseignant sont décrites au moyen d'une feuille de charge.

⁴ Un poste à plein temps d'un membre du corps enseignant HES correspond à une charge globale annuelle de 1 800 heures. Elle est répartie de manière variable et flexible, en fonction des besoins de l'école et des projets de l'intéressé. Cette répartition est cependant limitée à un maximum de 45 semaines d'activité par année académique.

⁵ Le travail supplémentaire dépassant la charge globale annuelle n'est en principe pas admis.

⁶ Les directions attachent un souci particulier à ce que la charge annuelle en fin de carrière intègre et valorise les connaissances et l'expérience acquises par le membre du corps professoral.

Chapitre III Perfectionnement professionnel et/ou artistique - brevets et inventions

Art. 12 Perfectionnement professionnel et/ou artistique

¹ Le perfectionnement professionnel et/ou artistique des membres du corps enseignant est garanti et doit leur permettre de s'acquitter au mieux de leurs missions.

² Les modalités de gestion et d'évaluation des activités de perfectionnement professionnel et/ou artistique sont convenues par des accords entre la direction de l'école et les représentantes et représentants du corps enseignant.

³ Les formations suivies sont attestées. En règle générale, la formation didactique de base est certifiée ou attestée et les formations complémentaires sont sanctionnées par un certificat ou un diplôme, reconnu au plan fédéral ou intercantonal.⁽²⁾

Art. 13 Brevets, inventions, dessins et modèles industriels

¹ Les inventions, brevetables ou non, les créations, les manuels et le matériel d'enseignement qu'un membre du corps enseignant HES a réalisés ou auxquels il a participé en exécution d'un mandat prévu par son cahier des charges appartiennent au canton.

² Si l'invention a une réelle importance économique pour le canton, son auteur a droit à une récompense spéciale équitable fixée par la direction générale de la Haute Ecole de Genève.⁽²⁾

³ Par accord écrit, le canton peut se réserver un droit sur les inventions qu'un membre du corps enseignant a réalisées dans l'exercice de son activité au service du canton, mais en dehors de l'exécution de son cahier des charges.

⁴ L'auteur de l'invention en informe par écrit la direction de l'établissement dont il dépend et la direction générale de la Haute Ecole de Genève. Celle-ci lui fait savoir par écrit, dans un délai de trois mois maximum, si le canton entend utiliser l'invention, les créations, les manuels ou le matériel d'enseignement, ou les lui laisser exploiter personnellement.⁽²⁾

⁵ Lorsque le canton acquiert une invention conformément à l'alinéa 4, il verse à son auteur une rétribution spéciale équitable, compte tenu de toutes les circonstances, notamment de la valeur économique de l'invention, de la collaboration d'autres membres du corps enseignant, de l'usage qui a été fait des installations de l'école, ainsi que des dépenses de l'inventeur.

Chapitre IV Activités accessoires et extérieures

Art. 14 Principe

Les membres du corps enseignant à plein temps peuvent avoir des activités accessoires rémunérées, les membres du corps enseignant à temps partiel des activités extérieures.

Art. 15 Membres du corps enseignant à charge complète

Activités accessoires - définition

¹ Les activités accessoires sont exercées au nom de l'intéressé, pour son propre compte et sous sa propre responsabilité, dans les limites des alinéas 2 à 4 du présent article.

² Les activités accessoires doivent :

- a) être compatibles avec la mission ou le service d'une école HES et l'exercice de la fonction, et ne pas y porter préjudice;
- b) être en rapport direct avec les domaines d'enseignement et de recherche de l'intéressé.

Une réduction du taux d'activité peut être exigée si l'une de ces conditions n'est pas remplie.

Obligation d'annoncer

³ Les activités accessoires, ainsi que les revenus, doivent être annoncés à l'école sur une base annuelle.

Autre activité lucrative exceptionnelle

⁴ Le Conseil d'Etat peut autoriser exceptionnellement le membre du corps enseignant à charge complète à exercer une autre activité lucrative.

Art. 16 Membres du corps enseignant à charge partielle

Activités extérieures et incompatibilités

¹ Le membre du corps enseignant à charge partielle ne peut exercer une activité incompatible avec sa fonction ou qui peut y porter préjudice.

² L'utilisation de l'infrastructure de l'école pour les activités qu'un membre du corps enseignant exerce en dehors de sa charge partielle est soumise à autorisation. Les frais effectifs induits par ces activités font l'objet d'une facturation de l'école.

Chapitre V Principes éthiques et devoirs généraux

Art. 17 Liberté d'enseignement et de recherche

¹ La liberté d'enseignement et de recherche des écoles HES est garantie. En particulier, les membres du corps enseignant, dans les limites de leur statut et des programmes d'enseignement et de recherche des écoles dans lesquelles ils enseignent, peuvent concevoir leur enseignement et leur recherche selon les exigences scientifiques ou artistiques propres à leurs disciplines.

² La liberté d'enseignement et de recherche inclut la liberté de pensée et d'expression.

³ Cette liberté s'exerce dans les limites découlant notamment des domaines de spécialisation et des centres de compétences attribués à chaque école, de la participation à des programmes communs de recherche appliquée et de développement, respectivement de recherche fondamentale et d'expérimentation dans les domaines artistiques, avec d'autres écoles ou avec des entreprises, institutions, collectivités publiques et associations professionnelles, culturelles ou scientifiques, ainsi que du devoir de fidélité qu'impose l'exécution de mandats pour le compte de tiers.⁽¹⁾

Art. 18⁽¹⁾ Objectifs et contenus d'enseignement - plans d'études

La responsabilité d'enseignement et de recherche, et son corollaire la liberté d'enseignement, impliquent pour les membres du corps enseignant notamment la définition des objectifs à court et moyen termes, l'établissement des plans d'études et des contenus de l'enseignement, en collaboration avec les enseignantes et enseignants d'autres écoles HES, voire des professionnels ou des associations professionnelles concernés, cela dans le respect notamment des normes fédérales et intercantionales en matière d'évaluation de la qualité.

Art. 19 Exécution du travail

- ¹ Les membres du corps enseignant assument personnellement et avec conscience professionnelle leur cahier des charges.
- ² Ils respectent les horaires de travail et s'abstiennent de toute occupation étrangère au service.

Art. 20 Mise à jour des connaissances et compétences

Les membres du corps enseignant sont responsables de leurs activités de formation. En conséquence, ils y participent activement et régulièrement dans le cadre du perfectionnement professionnel et/ou artistique individuel, afin d'assurer la mise à jour de leurs connaissances et compétences.

Art. 21 Absences

- ¹ Un membre du corps enseignant empêché de se présenter à son lieu de travail à l'heure prescrite, ou convenue, doit en informer le plus tôt possible la direction d'école et justifier son absence.
- ² Les absences sont contrôlées par la direction.
- ³ Un certificat médical peut être exigé.
- ⁴ Tout accident doit être signalé, par voie hiérarchique, dans les plus brefs délais au service des assurances de l'Etat. ⁽¹⁾

Art. 22 Interdiction d'accepter des dons

En vertu de leur situation officielle, il est interdit aux membres du corps enseignant de solliciter ou d'accepter, pour eux-mêmes ou pour autrui, des dons ou autres avantages.

Art. 23 Obligation de garder le secret

- ¹ Les membres du corps enseignant sont tenus, même après la cessation de leurs fonctions, de garder le secret sur les affaires de service dont ils ont eu connaissance. Ils ne les utilisent ni à leur profit ni à celui d'un tiers.
- ² Ils prêtent une attention particulière à préserver ce qui relève de la sphère privée d'un tiers, en particulier des secrets d'affaires.
- ³ Les membres du corps enseignant qui sont cités à comparaître dans un procès civil, pénal ou administratif, pour être entendus comme témoins sur les constatations qu'ils ont pu faire dans l'exercice de leur fonction, doivent donner sans retard connaissance de la citation à la conseillère d'Etat ou au conseiller d'Etat chargé du département, en demandant l'autorisation de témoigner.

Art. 24 Charte professionnelle - service public

Pour la bonne exécution du cahier des charges relatif à chaque fonction, les membres du corps enseignant adhèrent à une charte figurant comme annexe au cahier des charges. Cette charte précise les principes éthiques et les devoirs généraux qu'ils doivent respecter dans l'exercice de leur fonction. Elle est élaborée par le département et approuvée par la commission paritaire du statut du corps enseignant HES.

Art. 25 Responsabilité disciplinaire

Les membres du corps enseignant qui enfreignent leurs devoirs de fonction, soit intentionnellement, soit par négligence, peuvent faire l'objet d'une sanction disciplinaire.

Art. 26 Responsabilité civile

- ¹ Les membres du corps enseignant sont civilement responsables, envers l'Etat comme envers les tiers, des dommages qu'ils causent de manière illicite, soit intentionnellement, soit par négligence grave, dans l'exercice de leur activité au service de l'Etat, conformément à la loi sur la responsabilité de l'Etat et des communes, du 24 février 1989.
- ² Les tiers qui s'estiment lésés n'ont aucune action judiciaire directe contre les membres du corps enseignant.

Art. 27 Responsabilité pénale

Indépendamment des sanctions administratives qui peuvent leur être infligées en application du présent statut, les membres du corps enseignant qui enfreignent leurs devoirs de service restent passibles des peines prévues par les dispositions pénales fédérales et cantonales.

Chapitre VI Congés et vacances

Art. 28 Principe

- ¹ Les congés ont pour but de libérer un membre du corps enseignant de ses obligations professionnelles afin qu'il puisse satisfaire à certains devoirs, tâches ou obligations non professionnels.
- ² Si une cause de congé, définie aux articles 29 et 30, survient pendant une période de vacances, le droit au congé ne naît pas.

Art. 29 Congés officiels

- ¹ Les jours de congés officiels sont :
  - a) le 1^{er} janvier;
  - b) le Vendredi saint;
  - c) les lundis de Pâques et de Pentecôte;
  - d) l'Ascension;
  - e) le 1^{er} août;⁽¹⁾
  - f) le Jeûne genevois;⁽¹⁾
  - g) Noël;⁽¹⁾
  - h) le 31 décembre.⁽¹⁾
- ² Les membres du corps enseignant ont congé le 1^{er} mai.

Art. 30 Congés spéciaux

- ¹ Les membres du corps enseignant ont droit aux congés spéciaux suivants :

a) mariage	1 semaine avec traitement plein
b) mariage d'un enfant, d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère, d'une belle-sœur, d'un enfant du conjoint Dans les autres cas d'invitation à un mariage, une retenue de la moitié du traitement est opérée;	1 jour
c) naissance d'un enfant	5 jours
d) décès du conjoint, du père, de la mère, d'un enfant	1 semaine
e) décès d'un ascendant ou d'un descendant au 2 ^e degré	3 jours
f) décès d'un ascendant ou d'un descendant au 1 ^{er} degré du conjoint	2 jours
g) décès d'un ascendant ou d'un descendant au 2 ^e degré du conjoint, d'un oncle, d'une tante, d'un neveu, d'une nièce	1 jour
h) décès d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère, d'une belle-sœur, d'un gendre, d'une bru	2 jours
i) décès d'autres personnes : temps nécessaire pour assister aux obsèques	½ jour à 1 jour
j) maladie grave des père, mère, conjoint, enfant ou personne en faveur de laquelle l'intéressé remplit une obligation d'entretien et qui fait ménage commun avec lui ou lorsque ces personnes ne font pas ménage commun avec le membre du personnel	3 semaines par année, moyennant certificat médical dès le 1 ^{er} jour (sauf pour les enfants jusqu'à 6 ans) 2 semaines par année, avec retenue d'un quart du traitement
k) déménagement	2 jours
l) un congé sans retenue de traitement est accordé pour assister aux séances convoquées par les autorités scolaire, politique ou judiciaire concernant un tiers.	

² La date du congé coïncide avec l'événement qui le justifie.

³ L'autorité scolaire est compétente pour fixer, d'entente avec l'intéressé, les modalités du congé.

Art. 31 Congé maternité et congé parental

¹ En cas de maternité, l'intéressée a droit à un congé pour son accouchement, pour autant qu'elle soit engagée pour une durée supérieure à trois mois.

² La durée de ce congé est fixée :

- a) pendant les 6 premiers mois, à 3 semaines. Demeurent réservées les dispositions de la loi fédérale sur les allocations pour perte de gain en cas de service et de maternité, du 25 septembre 1952, et de la loi instituant une assurance en cas de maternité et d'adoption, du 21 avril 2005;⁽³⁾
- b) au-delà du 6^e mois, à 20 semaines.

³ Le jour de l'accouchement est compté dans la période de congé maternité.

⁴ Si, pour des raisons médicales attestées par le médecin-conseil de l'Etat, l'absence doit durer plus de 20 semaines, les dispositions relatives à la maladie sont applicables dès le 1^{er} jour d'absence.

⁵ L'adoption est traitée par analogie avec la maternité pour autant qu'il s'agisse de l'adoption d'enfants qui ne sont pas âgés de plus de 10 ans.

Congé parental

⁶ Un congé parental sans traitement de 3 ans au maximum pour l'ensemble de la carrière peut être accordé à la mère ou au père à partir de la fin du congé maternité. D'entente avec la hiérarchie, une activité à temps partiel peut être conservée.

⁷ A l'expiration du congé, la réintégration dans la fonction occupée précédemment est garantie; l'augmentation ordinaire du traitement par le jeu des annuités et la progression de la prime de fidélité sont garanties de la même manière que pour les personnes en activité.

Art. 32 Congés syndicaux

¹ Un congé sans retenue de traitement, de 5 jours ouvrables au maximum par année, peut être accordé aux membres du corps enseignant mandatés par les associations professionnelles pour représenter ces dernières à une réunion d'ordre syndical ou pour participer à des travaux de commissions constituées par les associations professionnelles.

² Les membres du corps enseignant qui entendent bénéficier de ces congés doivent adresser leur demande à la direction de leur école au moins 10 jours à l'avance, sauf cas d'urgence.

Art. 33 Congés extraordinaires

¹ La conseillère ou le conseiller d'Etat chargé du département peut, à titre très exceptionnel, accorder aux membres du corps enseignant un congé extraordinaire sans traitement n'excédant pas 2 semaines.

² Le Conseil d'Etat peut, si la bonne marche du service le permet et sur préavis du département, accorder un congé d'une année sans traitement à tout membre du corps professoral nommé depuis 1 an au moins, renouvelable deux fois au cours d'une carrière.

³ Les demandes de congé annuel et les demandes de renouvellement doivent parvenir par la voie de service à la direction générale de la Haute Ecole de Genève avant le 15 juin. ⁽²⁾

⁴ Pendant la durée du congé, l'augmentation ordinaire du traitement par le jeu des annuités, de même que la progression de la prime de fidélité et du droit aux vacances sont interrompues. Elles reprennent dès le retour en fonction.

⁵ Les bénéficiaires de ce congé sans traitement ne peuvent exercer d'activité rémunérée de nature concurrente sans l'accord du Conseil d'Etat.

⁶ A l'expiration du congé, le droit à réintégrer la fonction avec le traitement et le taux d'activité précédemment acquis y afférent est garanti.

⁷ Les membres du corps enseignant qui obtiennent ce congé sont réputés démissionnaires à la fin de celui-ci s'ils ne reprennent pas leurs fonctions à la fin des trois ans.

Art. 34 Vacances

¹ Sept semaines de vacances, dont trois semaines consécutives au minimum, sont garanties aux membres du corps enseignant. Elles doivent être prises pendant les périodes de suspension des cours.⁽¹⁾

² En cas de maladie, d'accident, de maternité ou de service obligatoire ne permettant pas de bénéficier de 7 semaines de vacances, dont 3 semaines de vacances consécutives, les jours perdus sont compensés en principe pendant les périodes de suspension des cours.

³ Lorsque l'activité professionnelle s'étend sur moins d'une année académique, le droit aux vacances est proportionnel à la durée du travail effectué, calculé sur une base annuelle de 7 semaines de vacances.

Chapitre VII Traitement

Art. 35 Principe

¹ Le traitement des membres du corps enseignant est fixé conformément à la loi sur les traitements et à son règlement d'application, du 17 octobre 1979, sous réserve des dispositions du présent chapitre.

² Le membre du corps enseignant a droit à son traitement dès le jour où il occupe sa fonction et jusqu'au jour où il cesse de l'occuper, pour cause de démission ou de toute autre cause dans les limites des dispositions relatives aux congés, aux vacances, aux absences pour maladie, accident, maternité ou service obligatoire.

Art. 36 Traitement initial - principes

¹ La candidate ou le candidat ayant acquis antérieurement à son engagement une expérience professionnelle ou artistique utile au poste bénéficie d'une majoration du traitement initial. Il en va de même pour la personne ayant consacré plusieurs années exclusivement à l'éducation des enfants.

Majorations

² Ces majorations correspondent :

- a) pour une activité d'enseignement supérieur : à une augmentation annuelle de la classe d'engagement par année d'expérience reconnue;
- b) dans les autres cas : à une augmentation annuelle de la classe d'engagement pour deux années d'expérience reconnues conformément aux directives du département et avec l'accord préalable de la direction générale de la Haute Ecole de Genève;⁽²⁾
- c) pour les années consacrées exclusivement à l'éducation des enfants : à une augmentation annuelle de la classe d'engagement pour deux années, les années impaires étant arrondies à l'unité supérieure; cinq annuités au plus peuvent être accordées.

Limites

³ Les fractions d'années ou d'augmentations annuelles n'entrent pas en ligne de compte; le nombre d'augmentations annuelles qui peut ainsi être octroyé ne peut dépasser dix. ⁽¹⁾

Art. 37 Traitement initial - enseignement professionnel ou artistique spécialisé

Exigence d'une expérience professionnelle ou artistique dans le domaine d'enseignement concerné

Le tableau ci-après fixe le traitement initial, selon l'expérience professionnelle ou artistique acquise, sous réserve de l'article 36, alinéa 3, du présent règlement.

Années d'expérience professionnelle ou artistique après l'obtention du diplôme HES ou équivalent Position dans la classe de traitement

3	0
4	1
5	2
6	3
7	4
8	5
9	6
10	7
11	8
12	9
13 et +	10

Art. 38⁽¹⁾ Titre supérieur

Pour un titre d'une haute école, supérieur à celui qui est exigé à l'engagement, une annuité est octroyée à l'engagement ou dès le mois qui suit l'obtention du titre. Demeurent réservées les dispositions particulières relatives aux assistantes et assistants HES, selon l'article 42 du présent règlement.

Art. 39 Transfert

Même classe de traitement - maintien des augmentations annuelles

¹ Sous réserve de l'alinéa 4 ci-dessous, au moment du transfert d'une candidate ou d'un candidat d'un autre service de l'Etat de Genève ou d'un établissement public genevois, le nombre d'augmentations annuelles acquises dans la même classe de traitement est maintenu lors de l'engagement pour autant que le régime de traitement et l'octroi d'augmentations annuelles soient identiques.

Classe de traitement différente - coulisement

² Sous réserve des alinéas 3 et 4 ci-dessous, l'intéressée ou l'intéressé, qui a été préalablement engagé dans une classe de traitement différente, bénéficie du coulisement dans la nouvelle classe de traitement selon les dispositions des articles 8, alinéa 4, lettres a à c, et 9 du règlement d'application de la loi concernant le traitement et les diverses prestations alloués aux membres du personnel de l'Etat et des établissements hospitaliers, du 17 octobre 1979. Le niveau salarial de la titulaire ou du titulaire promu ne peut être inférieur à celui découlant des dispositions de l'article 36 du présent règlement.⁽¹⁾

Limites inférieures et supérieures

³ Le niveau de rémunération ne peut être inférieur à celui correspondant à la classe de traitement, position 0, ni supérieur à celui correspondant à la classe de traitement, position 15. Les cas d'absence de titres requis demeurent réservés.

⁴ Lorsque le niveau de rémunération précédemment atteint est supérieur à celui auquel l'intéressée ou l'intéressé a droit, il ne subit pas de réduction pour autant qu'il soit inférieur au montant maximum de la nouvelle classe. Dans ce cas, le traitement est bloqué jusqu'au moment où, par le jeu des progressions salariales, le niveau salarial fixé atteint et dépasse le traitement antérieur.

Art. 40⁽¹⁾ Absence de la formation didactique exigée

En principe, seuls les candidates et candidats au bénéfice de la formation didactique certifiée ou attestée peuvent être engagés. Si la candidate ou le candidat ne répond pas à cette exigence, elle ou il peut être engagé une classe en dessous de sa classe de traitement.

Art. 41 Traitements applicables au corps professoral

Les traitements applicables sont basés sur l'échelle des traitements selon les classifications suivantes :

- professeure ou professeur HES, avec qualifications didactiques certifiées ou attestées : classe 25;
- chargée ou chargé de cours HES, avec qualifications didactiques certifiées ou attestées : classe 23;
- chargée ou chargé d'enseignement HES, avec qualifications didactiques certifiées ou attestées : classe 23;⁽¹⁾
- professeure ou professeur invité HES : classe 25.⁽¹⁾

Art. 42 Traitements applicables au corps intermédiaire

Les traitements applicables au corps intermédiaire sont basés sur l'échelle des traitements selon les classifications suivantes :

- adjointe ou adjoint scientifique : classe 19
- assistante ou assistant HES :

<i>Durée des études</i>	<i>classe</i>	<i>position</i>
6 à 8 semestres	15	0 à 5
9 à 10 semestres	15	4 à 9
11 semestres et plus	15	4 à 9

Compte tenu du temps réservé à la formation personnelle selon l'article 96, alinéa 3, du présent règlement, le taux d'activité effectif de 75% sert de base au calcul du traitement.

- assistante ou assistant de recherche HES :

<i>Durée des études</i>	<i>classe</i>	<i>position</i>
6 à 8 semestres	17	0 à 3
9 à 10 semestres	17	4 à 7
11 semestres et plus	17	4 à 7

Art. 43 Augmentations annuelles

¹ Les membres du corps enseignant sont mis au bénéfice des augmentations annuelles dès leur engagement. Le traitement minimal correspond à la classe de traitement position 0 de l'échelle des traitements, le traitement maximal à la classe de traitement, position 12, sous réserve des trois augmentations dites « supplémentaires ».

² Lorsque le traitement initial se situe en dessous de la classe de traitement, le traitement des membres du corps enseignant est coulé dans sa classe de traitement à l'obtention du titre requis pour la fonction.

Art. 44 Réintégration

¹ Les membres du corps enseignant qui réintègrent l'enseignement après une interruption d'une année au plus se voient octroyer la contre-valeur du nombre d'augmentations annuelles acquises au moment de la démission.

² A la condition que la classe de traitement de la fonction précédemment occupée ait été atteinte, l'article 39 du présent règlement s'applique à la personne ayant interrompu son activité à l'Etat pour assumer exclusivement des tâches éducatives. Le traitement ainsi obtenu ne peut être inférieur à celui découlant de l'application de l'article 36, respectivement 37, du présent règlement.

Art. 45 Compensation

L'Etat ne peut compenser le traitement avec une créance contre le membre du corps enseignant que dans la mesure où le traitement est saisissable; toutefois, les créances dérivant d'un dommage causé intentionnellement peuvent être compensées sans restriction.

Art. 46 Absence pour cause de maladie ou d'accident

¹ Pendant la première année de service, le traitement est :

- réduit de moitié, en cas d'absence continue ou discontinuée pour cause de maladie justifiée excédant :
  - 2 semaines de travail durant les 3 premiers mois;
  - 8 semaines de travail dès le 4^e mois sans imputation de la période prévue au point précédent;
- supprimé après 3 mois d'absence continue ou discontinuée.

² Le département peut, sur proposition du supérieur direct, réduire ou supprimer le traitement en cas d'abus ou lorsque la maladie est due à une faute grave du membre du corps enseignant.

³ En cas d'accident ou lorsque les rapports de service ont duré plus d'une année, le traitement est remplacé par une indemnité pour incapacité de travail attestée par certificat médical.

⁴ Moyennant une prime payée par le membre du corps enseignant, dès la 2^e année d'activité, l'Etat garantit la totalité du traitement à concurrence de 730 jours civils.

⁵ Lorsqu'une absence a dépassé 30 jours civils sur une période de 3 mois, le médecin-conseil de l'Etat peut prendre contact avec le médecin traitant du membre du corps enseignant et décide de toutes mesures pour respecter tant la mission du médecin traitant que l'intérêt de l'Etat.

⁶ L'indemnité pour incapacité de travail peut être réduite ou supprimée en cas d'abus ou lorsque l'accident ou la maladie sont dus à une faute grave du membre du corps enseignant.

⁷ La durée des prestations prévues à l'alinéa 2 ne peut dépasser 730 jours civils au total sur une période de 1 095 jours civils.

⁸ L'Etat récupère les prestations que le membre du corps professoral nommé, ou le membre du corps enseignant engagé à l'année, reçoit des assurances sociales cantonales ou fédérales ainsi que les prestations d'une institution de prévoyance.

Art. 47 Service obligatoire

¹ En cas d'absence pour cause de service militaire, de service civil ou de protection civile obligatoire, le membre du corps enseignant de nationalité suisse a droit à la totalité de son traitement. Les allocations pour perte de salaire et de gain, dues par la caisse de compensation, sont acquises à l'Etat jusqu'à concurrence du traitement versé.

² Pendant la première année d'activité, le traitement n'est pas versé durant l'école de recrue ou le service civil de remplacement.

³ Le Conseil d'Etat peut réduire ou supprimer le traitement lorsque le membre du corps enseignant accomplit un service volontaire ou subit une peine d'arrêt en dehors du service, ou si l'Etat devait être mis abusivement à contribution en payant le traitement entier.

⁴ Durant une période d'avancement, le membre du corps enseignant a droit à la totalité de son traitement. Il doit toutefois s'engager par écrit à rester au service de l'Etat au moins deux ans après cette période.

Chapitre VIII Sanctions

Art. 48 Enumération

Les sanctions disciplinaires sont les suivantes, par ordre croissant de gravité :

- prononcée par le supérieur hiérarchique :
  - l'avertissement;

- b) prononcée par la directrice générale ou le directeur général HES :
  - 2° le blâme;
- c) prononcées par la conseillère ou le conseiller d'Etat chargé du département :
  - 3° la suspension d'augmentation de traitement pendant une durée déterminée;
  - 4° la réduction du traitement à l'intérieur de la classe de traitement;
- d) prononcées par le Conseil d'Etat à l'égard des membres nommés du corps professoral :
  - 5° le transfert dans un autre emploi avec le traitement afférent à la nouvelle fonction, pour autant que le membre du corps enseignant dispose des qualifications professionnelles et personnelles requises pour occuper le nouveau poste;
  - 6° le licenciement disciplinaire avec préavis de trois mois pour la fin d'un mois. Cette mesure peut être remplacée par la démission du membre du corps enseignant si celui-ci la donne après y avoir été invité;
  - 7° la révocation lorsque les infractions sont particulièrement graves et incompatibles avec la mission d'enseignante ou d'enseignant.

Art. 49 Procédure de sanction

- 1 Les sanctions sont précédées d'une enquête interne au département dans les cas cités à l'article 48, lettres a, b et c, et d'une enquête administrative ouverte par le Conseil d'Etat dans les cas cités à l'article 48, lettre d.
- 2 Le licenciement et la révocation entraînent la suppression du traitement et de toutes prestations à la charge de l'Etat; ces mesures ne peuvent donner lieu à aucune indemnité. Les statuts de la caisse de prévoyance sont réservés.
- 3 Les sanctions qui sont de la compétence d'une autorité du département sont notifiées par lettre motivée après que le membre du corps enseignant intéressé a été entendu et invité à se prononcer sur les faits qui lui sont reprochés.
- 4 Lorsqu'il s'avère qu'un membre du corps professoral nommé est passible d'une des sanctions énumérées à l'article 48, lettre d, le Conseil d'Etat ouvre une enquête administrative qu'il confie à un ou plusieurs magistrats ou fonctionnaires, éventuellement à un ou plusieurs anciens magistrats ou anciens fonctionnaires.
- 5 L'intéressé est informé de l'enquête dès son ouverture, et il peut se faire assister d'un conseil de son choix.
- 6 Le dossier de l'enquête administrative, ainsi que la sanction proposée, sont communiqués au membre du corps professoral nommé.
- 7 Une sanction prononcée par le Conseil d'Etat fait l'objet d'un arrêté motivé, notifié à l'intéressée ou à l'intéressé.

Art. 50 Suspension provisoire pour enquête

- 1 Dans l'attente du résultat d'une enquête administrative ou d'une information pénale, le Conseil d'Etat peut, de son propre chef ou à la demande de l'intéressée ou de l'intéressé, suspendre provisoirement le membre du corps enseignant auquel une faute, de nature à compromettre la confiance ou l'autorité qu'implique l'exercice de sa fonction, est reprochée.
- 2 Cette décision est notifiée par lettre motivée.
- 3 La suspension provisoire peut entraîner la suppression de toutes prestations à la charge de l'Etat.
- 4 A l'issue de l'enquête administrative, il est veillé à ce que l'intéressée ou l'intéressé ne subisse aucun préjudice réel autre que celui qui découle de la décision finale. La révocation peut cependant agir rétroactivement au jour d'ouverture de l'enquête administrative; le licenciement disciplinaire ou la démission peut également agir rétroactivement jusqu'au terme du délai de trois mois pour la fin d'un mois à compter de l'ouverture de l'enquête.
- 5 Les statuts de la caisse de prévoyance sont réservés.

Chapitre IX Invalidité, résiliation pour motif objectivement fondé

Art. 51 Invalidité

- 1 Le Conseil d'Etat peut mettre fin aux rapports de service lorsqu'un membre du corps enseignant n'est plus en mesure, pour des raisons de santé ou d'invalidité, de remplir les devoirs de sa fonction.
- 2 Il ne peut être mis fin aux rapports de service que s'il s'est avéré impossible de reclasser l'intéressée ou l'intéressé dans une autre fonction.
- 3 A moins qu'elle ne soit reconnue d'un commun accord par le Conseil d'Etat, la caisse de prévoyance et le membre du corps enseignant concerné, l'incapacité de remplir les devoirs de service doit être constatée à la suite d'un examen médical approfondi pratiqué par le médecin-conseil de l'Etat en collaboration avec le médecin de la caisse de prévoyance et le ou les médecins traitants de l'intéressée ou de l'intéressé.
- 4 Les statuts de la caisse de prévoyance sont réservés.

Art. 52 Résiliation des rapports de service pour motif objectivement fondé

- 1 Le Conseil d'Etat peut, pour un motif objectivement fondé, mettre fin aux rapports de service d'un membre nommé du corps professoral.
- 2 La direction générale de la Haute Ecole de Genève peut, pour motif objectivement fondé, résilier les rapports de service d'un membre du corps enseignant non nommé, dans les cas graves, avec effet immédiat. (2)
- 3 Est considéré comme objectivement fondé tout motif dûment constaté démontrant que la poursuite des rapports de service est rendue difficile en raison :
  - a) de l'inadéquation des prestations;
  - b) de l'inaptitude à remplir les exigences du poste;
  - c) de l'inaptitude dûment constatée à observer les devoirs généraux de la fonction.
- 4 Le délai de résiliation est de 3 mois pour la fin d'un mois, sous réserve de l'alinéa 2 du présent article.
- 5 Cette mesure est précédée d'une enquête interne au département. Les dispositions de la loi sur la procédure administrative, du 12 septembre 1985, sont applicables, en particulier celles relatives à l'établissement des faits (art. 18 et suivants).
- 6 Le droit du membre du corps enseignant de demander à l'Etat des dommages-intérêts et sa réintégration pour licenciement injustifié demeure réservé.
- 7 Les statuts de la caisse de prévoyance sont réservés.

Art. 53 Mesure provisoire interdisant des activités en contact avec les étudiantes et étudiants

Lorsque l'intérêt des étudiantes et étudiants l'exige, le département peut prendre des mesures provisoires. Une mesure provisoire interdisant des activités en contact avec les étudiantes et étudiants doit être confirmée dans les meilleurs délais par le Conseil d'Etat lorsque l'intéressée ou l'intéressé est nommé. Ces mesures ne peuvent entraîner une diminution de traitement de l'intéressée ou de l'intéressé.

Chapitre X Assurances

Art. 54 Assurance-maladie

L'Etat participe au paiement de la prime de l'assurance-maladie obligatoire versée par les membres du corps enseignant dont l'engagement porte sur une année ou plus.

Art. 55 Assurance-accidents

- 1 L'Etat pourvoit à l'assurance des membres du corps enseignant contre les accidents professionnels et non professionnels, conformément aux dispositions de la loi fédérale sur l'assurance-accidents, du 20 mars 1981.
- 2 La prime d'assurance contre les accidents non professionnels est à la charge des membres du corps enseignant.
- 3 Les prestations sont celles prévues par la loi fédérale sur l'assurance-accidents, du 20 mars 1981 et, le cas échéant, par le règlement concernant les prestations complémentaires aux magistrats et aux membres du corps enseignant de l'Etat en cas d'accidents, du 21 décembre 1983.

Chapitre XI Autres garanties en faveur du personnel

Art. 56 Remise des pièces

- 1 Les membres du corps enseignant reçoivent, au moment de leur engagement, un exemplaire de toute loi et tout règlement fixant le statut et la rémunération du personnel enseignant, ainsi que les prestations sociales.
- 2 Chaque membre du corps enseignant reçoit tout document pouvant lui être utile pour l'accomplissement de sa tâche. (1)

Art. 57 Protection de la personnalité

- 1 Les litiges concernant la protection de la personnalité, en particulier le harcèlement psychologique et le harcèlement sexuel, qui n'ont pas été réglés au sein des écoles HES peuvent faire l'objet d'une plainte auprès du secrétariat général du département.
- 2 Le secrétariat général du département fait toute proposition propre à résoudre le litige et peut, si nécessaire, confier à une personne formée en matière de protection de la personnalité et n'appartenant pas à la fonction publique le soin de procéder à une enquête interne dans un délai qui, en principe, ne doit pas dépasser 30 jours.
- 3 La personne plaignante et la personne mise en cause peuvent se faire assister par une personne de leur choix et ont accès au dossier.
- 4 A l'issue de l'enquête interne, le secrétariat général communique, à bref délai, la mesure prise à la personne plaignante et à la personne mise en cause. Cette mesure peut faire l'objet d'un recours au Conseil d'Etat conformément à l'article 67, alinéa 6, du présent règlement.

Art. 58 Egalité entre femmes et hommes

- 1 Les litiges relatifs à des discriminations au sens de la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes, du 24 mars 1995, sont soumis à l'essai préalable de conciliation, conformément à la loi d'application de la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes, du 28 mai 1998.

² Les dispositions de la loi d'application de la loi cantonale sur l'égalité entre femmes et hommes, du 28 mai 1998, sont applicables pour le surplus.

³ En cas de non-conciliation, le demandeur peut recourir à la commission de recours dans les 30 jours qui suivent l'échec de la tentative de conciliation, selon l'article 67, alinéas 1 à 4, du présent règlement.

Art. 59 Maintien du salaire en cas de maladie professionnelle

Les maladies professionnelles à caractère temporaire, d'origine physique ou mentale, ne peuvent conduire à la suppression ou à la diminution du salaire, dans les limites des articles 46 et 51 du présent règlement.

Art. 60 Exercice d'un mandat électif

¹ L'exercice d'un mandat électif est garanti. Ses conditions font l'objet d'un accord entre l'enseignante ou l'enseignant, sa direction et la conseillère ou le conseiller d'Etat chargé du département.

² Cet accord fixe notamment le temps de congé nécessaire et une éventuelle réduction de traitement.

Art. 61 Dossier administratif

¹ Tout membre du corps enseignant peut prendre connaissance de l'ensemble des rapports administratifs le concernant, notamment lorsqu'il demande à être nommé ou fait acte de candidature à un autre poste de l'administration.

² Aucun document ne peut être utilisé contre un membre du corps enseignant sans que celui-ci n'en ait eu connaissance intégralement et qu'un délai suffisant n'ait été fixé pour qu'il puisse faire part de son point de vue.

³ Toutefois, la consultation d'une pièce peut être refusée si l'intérêt public ou des intérêts privés prépondérants l'exigent. Dans ce cas, elle ne peut être utilisée au désavantage du membre du corps enseignant que si le contenu essentiel se rapportant à l'affaire lui a été communiqué par écrit et qu'un délai suffisant lui a été fixé pour faire part de son point de vue.

⁴ Après un délai de 10 ans, ces documents ne peuvent plus être invoqués.

Art. 62 Informations syndicales

¹ Les affiches, tracts, ainsi que les convocations à des assemblées syndicales, doivent être signés par les responsables. Les textes expriment clairement l'information à transmettre et touchent à la condition de l'employé de la fonction publique.

² Dès leur tirage, les tracts ou affiches sont transmis à titre d'information à la direction de l'école concernée.

³ L'affichage doit se faire à l'intérieur des locaux administratifs réservés aux membres du corps enseignant et, dans la mesure du possible, en des endroits hors de la vue du public. Les services mettent des panneaux à disposition des organisations.

⁴ Les directrices ou directeurs d'écoles ne peuvent s'opposer à la distribution de tracts ou à l'affichage mais veillent à ce que la diffusion ne perturbe pas la bonne marche de leur école.

⁵ Les membres du corps enseignant reçoivent l'autorisation de se réunir en dehors de leurs heures d'enseignement dans un local mis à disposition par la direction de l'école.

Art. 63 Respect de la vie privée

Le respect par l'employeur de la vie privée des membres du corps enseignant est garanti.

Art. 64 Résiliation en temps inopportun

¹ Les articles 336c et 336d du code des obligations sont applicables par analogie, sous réserve de l'alinéa 2.

² Après l'accouchement, le délai de protection de la mère est de 20 semaines. Le fait d'être enceinte au moment de l'échéance d'un contrat n'empêche pas le renouvellement de ce dernier s'il a été expressément prévu.

³ Les cas de révocation selon l'article 130, alinéa 1, lettre d, 7°, de la loi sur l'instruction publique, et de résiliation pour motif objectivement fondé avec effet immédiat selon l'article 52, alinéa 2, du présent règlement, demeurent réservés.

Art. 65 Non-licenciement pour fait syndical

Nul ne peut être licencié pour fait syndical.

Art. 66 Certificat

¹ A la fin des rapports de service, le membre reçoit un certificat de sa hiérarchie portant sur la nature et la durée du travail ainsi que sur la qualité de son travail et son comportement. A la demande expresse du membre du corps enseignant, le certificat ne porte que sur la nature et la durée du travail.

² Il peut recourir contre les décisions relatives à un certificat de travail le concernant conformément à l'article 67, alinéas 1 à 4, du présent règlement.

Art. 67 Recours

¹ Dans les cas prévus aux articles 48, lettres c et d, 49, alinéa 1, 50 à 53, 58, alinéa 3, 66 et 82, le membre du corps enseignant a le droit de recourir dans les 30 jours contre la décision prise à son égard auprès d'une commission de 5 membres composée comme suit :

- a) 3 juges du Tribunal administratif désignés par sa présidente ou son président;
- b) 1 membre désigné par le Conseil d'Etat et choisi en dehors de ce corps;
- c) 1 membre choisi par la recourante ou le recourant parmi les membres du corps enseignant HES en exercice.

² L'un des juges du Tribunal administratif préside la commission de recours.

³ Le recours est déposé au greffe du Tribunal administratif.

⁴ La procédure de recours est régie par la loi sur la procédure administrative, du 12 septembre 1985.

⁵ Le membre du corps enseignant qui fait l'objet d'un avertissement ou d'un blâme peut porter l'affaire, dans un délai de 10 jours, devant la conseillère ou le conseiller d'Etat chargé du département, qui statue définitivement.

⁶ Les mesures prises par le secrétariat général du département selon l'article 57, alinéa 4, du présent règlement (protection de la personnalité) ainsi que les décisions du département autres que celles citées aux alinéas 1 et 5 du présent article peuvent faire l'objet d'un recours au Conseil d'Etat dans un délai de 30 jours.

Titre II Dispositions particulières relatives au corps professoral

Chapitre I Dispositions communes aux membres du corps professoral HES

Art. 68 Qualifications professionnelles, artistiques et personnelles

¹ A l'engagement, le membre du corps professoral HES doit être titulaire d'un diplôme d'une haute école et/ou, pour les artistes, jouir d'une notoriété artistique suprarégionale, voire internationale. Il doit de plus justifier de qualifications didactiques certifiées ou attestées, sauf dans des situations particulières justifiées. S'il dispense un enseignement professionnel ou artistique spécialisé, il doit en outre faire état d'une expérience professionnelle ou artistique attestée de plusieurs années, dans son domaine d'enseignement.

² Il doit enfin apporter la preuve de sa bonne réputation.

Art. 69⁽¹⁾ Domicile et résidence

¹ Le membre du corps enseignant HES qui est au bénéfice d'un engagement de durée indéterminée doit en principe avoir son domicile et sa résidence effective dans le canton.

² A condition que l'éloignement de son domicile ne porte pas préjudice à l'accomplissement de sa charge, le Conseil d'Etat peut accorder aux membres du corps professoral HES une dérogation, notamment en raison de l'enseignement qu'ils dispensent dans une HES située dans un autre canton, ou en région frontalière, de la propriété d'immeubles antérieure à l'engagement, de contraintes familiales graves, du taux d'activité réduit ou de la fin prochaine des rapports de service.

Art. 70 Etat de santé

¹ Le membre du corps professoral HES est soumis, avant son engagement, à un examen médical pratiqué sous la responsabilité du médecin-conseil de l'Etat. Il peut en tout temps, après son engagement, être soumis à un examen semblable.

² Le médecin-conseil remet à l'intéressé, à la direction générale de la Haute Ecole de Genève, à la directrice ou au directeur d'école, ainsi qu'à la caisse de prévoyance, une attestation d'aptitude, d'aptitude sous condition ou d'inaptitude à occuper la fonction. Il précise les contre-indications qui justifient son attestation.⁽²⁾

Art. 71⁽²⁾ Engagement

Le membre du corps enseignant professoral HES est engagé par la directrice ou le directeur d'école, d'entente avec la direction générale de la Haute Ecole de Genève, conformément aux conditions-cadres intercantionales.

Art. 72 Affectation

¹ Le membre du corps professoral HES peut être appelé à exercer son activité dans d'autres écoles ou établissements de formation HES en Suisse romande. ⁽²⁾

² Le droit du département de confier à l'intéressé une fonction ou un enseignement, le cas échéant dans un autre type ou niveau d'enseignement que celui pour lequel il a été engagé, demeure réservé.

Art. 73 Contrat

¹ Le contrat d'engagement fait l'objet d'une lettre adressée à l'intéressé par la direction de l'école.

² La lettre d'engagement mentionne notamment :

- a) la délégation de pouvoirs du département à l'autorité d'engagement;
- b) l'engagement en qualité de professeure ou professeur HES, de chargée ou chargé de cours HES, de chargée ou chargé d'enseignement HES ou de professeure ou professeur invité HES;⁽¹⁾
- c) la durée de l'engagement qui correspond, en principe, à une année académique. Pour des raisons particulières justifiées, elle peut porter sur une durée déterminée, inférieure à une année académique;
- d) l'indication du traitement;
- e) les conditions de renouvellement et de non-renouvellement de l'engagement de la ou du professeur HES, de la ou du chargé de cours HES et de la ou du chargé d'enseignement HES durant la période probatoire;⁽¹⁾
- f) la charge globale annuelle et le type d'activités décrits dans la feuille de charges jointe en annexe au contrat;
- g) l'affiliation à la caisse de prévoyance du personnel.

Art. 74⁽¹⁾ Période probatoire et formation didactique

¹ Pour la ou le professeur HES, la ou le chargé de cours HES et la ou le chargé d'enseignement HES, la période probatoire est en règle générale de trois ans. Elle fait l'objet d'une analyse annuelle des prestations par la direction qui tient compte des avis exprimés conformément aux dispositions fédérales et/ou intercantionales en matière de gestion de qualité et d'évaluation interne. La période probatoire peut être raccourcie ou prolongée d'une année au plus.

² La ou le professeur HES, la ou le chargé de cours HES et la ou le chargé d'enseignement HES peuvent accomplir, durant la période probatoire en emploi, la formation didactique exigée selon les dispositions prévues par les instances fédérales et intercantionales.

Art. 75 Renouvellement

¹ L'engagement de la ou du professeur HES, de la ou du chargé de cours HES ou de la ou du chargé d'enseignement HES est renouvelé d'année en année, sous réserve d'un engagement portant sur une durée déterminée inférieure à une année académique. Le renouvellement de l'engagement de la ou du professeur invité HES selon l'article 91 du présent règlement demeure réservé.⁽¹⁾

Non-renouvellement

² Le non-renouvellement de l'engagement n'est cependant possible que dans les cas suivants :

- a) s'il résulte de l'engagement d'une ou d'un professeur HES, d'une ou d'un chargé de cours HES ou d'une ou d'un chargé d'enseignement HES nommé; ⁽¹⁾
- b) si les prestations sont jugées insuffisantes ou inadéquates;
- c) en cas de suppression de possibilités d'enseignement;
- d) en cas de refus de suivre la formation didactique exigée ou si l'intéressée ou l'intéressé ne la réussit pas; ⁽¹⁾
- e) lorsque l'intéressée ou l'intéressé cesse de remplir une autre condition d'engagement. ⁽¹⁾

³ En cas de non-renouvellement de l'engagement par l'une ou l'autre des parties, l'avis doit être donné par lettre recommandée ou remise en main propre, au plus tard le 30 juin pour le début de l'année académique suivante.

Art. 76 Nomination - nature de l'engagement

La nomination est un acte administratif soumis à l'accord de l'intéressé ou sollicité par lui.

Art. 77⁽¹⁾ Conditions de nomination

Pour être nommé professeure ou professeur HES, chargée ou chargé de cours HES ou chargée ou chargé d'enseignement HES, l'intéressée ou l'intéressé doit remplir les conditions suivantes :

- a) être au bénéfice de la formation didactique certifiée ou attestée, conformément aux dispositions fédérales et intercantionales;
- b) être au bénéfice d'un résultat satisfaisant de l'analyse des prestations pour la période probatoire;
- c) continuer à remplir les conditions d'engagement, relatives en particulier au domicile et à la résidence, à l'état de santé et à la bonne réputation;
- d) continuer à assurer une fonction permanente au sein d'une école genevoise HES;
- e) pour la ou le professeur HES, avoir son activité principale dans une école genevoise HES.

Art. 78 Procédure de nomination

¹ Sous réserve de l'alinéa 3 du présent article, une commission de cinq membres nommés par la direction générale de la Haute Ecole de Genève émet un préavis sur les aptitudes professionnelles et pédagogiques de la candidate ou du candidat à la nomination.⁽²⁾ Elle veille à l'équilibre de la représentation des deux sexes au sein du corps enseignant. Elle doit comprendre au moins la directrice ou le directeur de l'école, une représentante ou un représentant du corps enseignant désigné par les associations professionnelles concernées de l'école ou des écoles concernées et un expert du domaine d'enseignement extérieur aux écoles genevoises. La commission comprend si possible au moins une personne du sexe sous-représenté.⁽¹⁾

² La représentante ou le représentant du corps enseignant veille en particulier au déroulement régulier de la procédure et vérifie si la candidate ou le candidat est titulaire des titres exigés et/ou, pour les artistes, jouit d'une notoriété artistique suprarégionale, voire internationale.

³ Au centre de Lullier, la commission de préavis est constituée par la commission consultative instaurée selon l'article 3 du règlement du centre de Lullier, du 14 octobre 1998. Elle s'adjoint une représentante ou un représentant du corps enseignant HES du centre.

⁴ Les dispositions de la loi concernant les membres des commissions officielles, du 24 septembre 1965, s'appliquent.

⁵ Pour les candidates et candidats des écoles genevoises de la HES-SO, la direction d'école requiert en outre le préavis du conseil des écoles genevoises de la HES-SO prévu à l'article 12 de la loi cantonale sur les hautes écoles spécialisées, du 19 mars 1998.⁽²⁾

Art. 79 Arrêté de nomination

¹ L'arrêté de nomination mentionne notamment :

- a) la fonction occupée par la ou le fonctionnaire;
- b) si la ou le fonctionnaire est engagé à plein temps ou à temps partiel;
- c) la classe et le traitement initial;
- d) l'affiliation à la caisse de prévoyance du personnel.

² Sous réserve de l'article 69 du présent règlement, les modifications portant sur les points mentionnés à l'alinéa 1 du présent article font l'objet d'un nouvel arrêté du Conseil d'Etat.

Art. 80 Effets de la nomination

¹ La nomination confère le statut de fonctionnaire de l'instruction publique genevoise.

² Le refus de nomination aboutit, soit à la prolongation de la période probatoire dans les limites de l'article 74, alinéa 1, du présent règlement, soit à un non-renouvellement conformément à l'article 75 du présent règlement.

Art. 81 Démission

Le membre du corps professoral nommé peut résilier les rapports de service, sous préavis donné 6 mois à l'avance pour la fin d'une année académique.

Art. 82 Mise à la retraite

¹ La limite d'âge est fixée à 65 ans.

² La mise à la retraite fait l'objet d'un arrêté du Conseil d'Etat, notifié 3 mois à l'avance.

³ Le membre du corps enseignant qui atteint la limite d'âge peut rester en fonction jusqu'au 30 septembre.

Art. 83 Suppression d'emploi

¹ En cas de diminution des possibilités d'emploi d'un membre du corps professoral nommé dans le domaine d'enseignement et de recherche concerné, le département prend en charge les frais de recyclage qu'il impose à l'intéressé.

² Lorsque, pour des motifs d'organisation du domaine d'enseignement et de recherche, l'ensemble des activités d'un membre du corps professoral nommé est supprimé, le Conseil d'Etat peut licencier l'intéressé.

³ Toutefois, un tel licenciement ne peut intervenir que s'il se révèle impossible de confier à l'intéressé une autre fonction correspondant à ses capacités.

⁴ Le délai de licenciement est de 6 mois pour la fin d'une année académique.

⁵ Le département entend préalablement le membre du corps professoral concerné.

⁶ Si le membre du corps professoral licencié n'a pas droit à une pension ou à un capital-épargne, il reçoit une indemnité égale à 6 fois son dernier traitement mensuel, plus une fois son dernier traitement mensuel par période de 5 années passées au service de l'Etat.

⁷ Les statuts de la caisse de prévoyance sont réservés.

Chapitre II Professeure ou professeur HES

Art. 84 Responsabilités

¹ La ou le professeur HES est responsable de l'enseignement et de la recherche, et des tâches de gestion et d'organisation qui y sont liées, dans les domaines hautement spécialisés qui lui sont attribués au sein de l'école.

² A cet effet, il confie certaines tâches aux collaboratrices et collaborateurs de l'enseignement et de la recherche et organise et supervise leurs activités. Il formule en outre des préavis concernant leur engagement.

Enseignement

³ Il participe à la définition des objectifs, des contenus et plans d'études, des méthodes et moyens d'enseignement, en collaboration avec la ou les directions d'écoles et les membres du corps enseignant, y compris ceux d'autres établissements HES.

⁴ Il participe au choix des méthodes d'évaluation et à leur mise en oeuvre.

⁵ Il participe à l'élaboration et à la mise en oeuvre des mesures de la gestion de qualité et contribue en particulier, par ses suggestions, à l'amélioration des prestations d'enseignement aux étudiantes et étudiants et au suivi de leur formation dans l'optique de leur réussite.

Recherche

⁶ Il assure la responsabilité de projets de recherche appliquée-développement et de transfert de technologies, respectivement de recherche fondamentale et d'expérimentation dans les domaines artistiques.

Art. 85 Autres caractéristiques liées à la fonction

¹ La ou le professeur HES exerce son activité principale dans une école genevoise HES.

² Il est rattaché, sur le plan administratif, à une école genevoise HES.

³ La ou le professeur HES n'est en principe pas remplacé, sauf exception en cas d'absence de longue durée.

Art. 85A⁽¹⁾ Responsable de filière

¹ Sur mandat, la professeure ou le professeur HES assure en outre l'une des charges suivantes décrites dans un cahier des charges :

- a) responsable de filière ou d'unité d'enseignement et de recherche;
- b) responsable de la coordination de la recherche;
- c) responsable de la coordination de l'enseignement et/ou des formations postgrades.

² Le mandat est confié par la présidente ou le président du département, sur proposition de la directrice ou du directeur de l'école qui tient compte du préavis des membres du corps professoral concerné.

³ La durée du mandat est de quatre ans, renouvelable en principe une seule fois.

⁴ La rémunération du mandat fait l'objet d'une majoration du traitement dans les limites fixées par le département compte tenu des directives et pratiques de l'Etat de Genève en matière de rémunération de prestations complémentaires à la fonction de base. Cette majoration forfaitaire tient compte de la classe de traitement de professeur HES et de l'ampleur de la tâche dévolue.

Art. 86 Inscription publique avant engagement

¹ Lorsqu'une fonction permanente de professeure ou de professeur HES est à pourvoir, la direction générale de la Haute Ecole de Genève ouvre, dans la règle, une inscription interne au sein de l'Etat de Genève et de l'instance HES intercantonale romande concernée, et, au besoin, une inscription publique, qui doivent permettre aux candidates et candidats de prendre connaissance du cahier des charges, du classement dans l'échelle des traitements et de toutes conditions d'accès à la fonction.⁽²⁾

² Lors de toute inscription, l'autorité d'engagement peut cependant pressentir la candidature d'une personne qu'elle estime avoir la qualification requise pour occuper le poste. A qualification égale, le sexe sous-représenté a la préférence.

Chapitre III Chargée ou chargé de cours HES

Art. 87 Responsabilités

¹ La ou le chargé de cours HES est responsable de l'enseignement et des tâches de gestion et d'organisation qui y sont liées. Il peut également participer à d'autres missions HES dans le domaine de la recherche.

² Dans le cadre de ses responsabilités, il participe à la définition des objectifs, des contenus et plans d'études, des méthodes et moyens d'enseignement en collaboration avec la ou les directions d'école et les membres du corps enseignant, y compris ceux d'autres établissements HES.

³ Il participe au choix des méthodes d'évaluation et à leur mise en oeuvre.

⁴ Il participe à l'élaboration et à la mise en oeuvre des mesures de la gestion de qualité et contribue, en particulier par ses suggestions, à l'amélioration des prestations d'enseignement aux étudiantes et étudiants et du suivi de leur formation dans l'optique de leur réussite.

Art. 88 Autres caractéristiques liées à la fonction

¹ Dans la règle, la ou le chargé de cours HES exerce une activité professionnelle ou artistique dans son domaine d'enseignement à l'extérieur de l'école.

² Pour son enseignement HES, il est rattaché administrativement à une école genevoise HES.

³ La ou le chargé de cours HES n'est en principe pas remplacé, sauf exception en cas d'absence de longue durée.

Art. 89 Inscription publique avant engagement

¹ Lorsqu'une fonction permanente de chargée ou chargé de cours HES dispensant un enseignement professionnel spécialisé est à pourvoir, la direction générale de la Haute Ecole de Genève ouvre, dans la règle, une inscription interne.⁽²⁾ Dans les autres cas, l'inscription interne, et au besoin publique, s'effectue au plan cantonal. Les inscriptions doivent permettre aux candidates et candidats de prendre connaissance du cahier des charges, du classement dans l'échelle des traitements et de toutes conditions d'accès à la fonction.

² Lors de toute inscription, l'autorité d'engagement peut cependant pressentir la candidature d'une personne qu'elle estime avoir la qualification requise pour occuper le poste. A qualification égale, le sexe sous-représenté a la préférence.

Chapitre IIIA⁽¹⁾ Chargée ou chargé d'enseignement HES

Art. 89A⁽¹⁾ Responsabilités

¹ La ou le chargé d'enseignement HES est responsable de l'enseignement et des tâches de gestion et d'organisation qui y sont liées. Il peut également participer à d'autres missions HES dans le domaine de la recherche.

² Dans le cadre de ses responsabilités, il participe à la définition des objectifs, des contenus et plans d'études, des méthodes et moyens d'enseignement en collaboration avec la ou les directions d'école et les membres du corps enseignant, y compris ceux d'autres établissements HES.

³ Il participe au choix des méthodes d'évaluation et à leur mise en oeuvre.

⁴ Il participe à l'élaboration et à la mise en oeuvre des mesures de la gestion de qualité et contribue, en particulier par ses suggestions, à l'amélioration des prestations d'enseignement aux étudiantes et étudiants et du suivi de leur formation dans l'optique de leur réussite.

Art. 89B⁽¹⁾ Autres caractéristiques liées à la fonction

¹ Pour son enseignement HES, la ou le chargé d'enseignement HES est rattaché administrativement à une école genevoise HES.

² La ou le chargé d'enseignement HES n'est en principe pas remplacé, sauf exception en cas d'absence de longue durée.

Art. 89C⁽¹⁾ Inscription publique avant engagement

¹ Lorsqu'une fonction permanente de chargée ou de chargé d'enseignement HES est à pourvoir, la direction générale ouvre, dans la règle, une inscription interne au sein de l'Etat de Genève et de la HES-SO et, au besoin, une inscription publique, qui doivent permettre aux candidates et candidats de prendre connaissance du cahier des charges, du classement dans l'échelle des traitements et de toutes conditions d'accès à la fonction.

² Lors de toute inscription, l'autorité d'engagement peut cependant pressentir la candidature d'une personne qu'elle estime avoir la qualification requise pour occuper le poste. A qualification égale, le sexe sous-représenté a la préférence.

Chapitre IV Professeure ou professeur invité HES

Art. 90⁽¹⁾ Responsabilités

La ou le professeur invité, chargé d'un enseignement et/ou d'une recherche, exerce des fonctions analogues à celles prévues aux articles 84 et 87 du présent règlement.

Art. 91 Autres caractéristiques liées à la fonction

¹ Il est engagé pour une période de 3 mois à 1 an. Son engagement peut exceptionnellement être renouvelé mais en aucun cas dépasser 3 ans.

² Il est rattaché, sur le plan administratif, à une école genevoise HES.

Titre III Dispositions particulières relatives au corps intermédiaire

Chapitre I Dispositions communes

Art. 92 Qualifications professionnelles et personnelles

¹ A l'engagement le membre du corps intermédiaire doit être titulaire d'un diplôme d'une haute école. L'adjointe ou l'adjoint scientifique HES doit en outre faire état d'une expérience professionnelle ou artistique spécialisée de plusieurs années.⁽¹⁾

² En outre, le membre du corps intermédiaire doit apporter la preuve de sa bonne réputation.

³ Il exerce sa charge sous la responsabilité d'une ou d'un professeur HES.

Art. 93⁽¹⁾ Etat de santé

Les exigences relatives à l'état de santé sont en principe les mêmes que celles qui s'appliquent aux membres du corps professoral selon l'article 70 du présent règlement.

Art. 94 Engagement

¹ Les membres du corps intermédiaire sont engagés par la directrice ou le directeur d'école, sur proposition du responsable du domaine d'enseignement et/ou de recherche concerné à qui incombe le recrutement et la sélection des candidates et candidats.

² Pour garantir la relève des assistantes et assistants HES et l'insertion professionnelle de ces derniers, un engagement successif d'assistante ou d'assistant HES et d'assistante ou d'assistant de recherche HES ne peut dépasser 5 ans.⁽¹⁾

Art. 95 Contrat

¹ Le contrat d'engagement fait l'objet d'une lettre adressée à l'intéressée ou l'intéressé par la direction de l'école. ⁽¹⁾

² La lettre d'engagement mentionne notamment :

a) la délégation de pouvoirs du département à l'autorité d'engagement;

b) l'engagement en qualité :

- d'assistante ou d'assistant HES,

- d'assistante ou d'assistant de recherche HES,

- ou d'adjointe ou d'adjoint scientifique HES;⁽¹⁾

c) la durée de l'engagement;

d) l'indication du traitement;

e) les conditions éventuelles de renouvellement et de non-renouvellement de l'engagement;

f) la charge globale annuelle et le type d'activités décrit dans la feuille de charges jointe en annexe au contrat;

g) l'affiliation à la caisse de prévoyance du personnel.

Chapitre II Assistante ou assistant HES

Art. 96 Responsabilités

¹ L'assistante ou l'assistant HES est un diplômé récent qui collabore, à raison de 75% de son temps de travail, à des activités d'enseignement et de recherche appliquée ou artistique sous la direction d'une ou d'un professeur HES.

² Il assiste un ou plusieurs professeurs HES dans leurs tâches d'enseignement et/ou de recherche en facilitant les conditions de formation des étudiantes et étudiants.

³ En outre, il consacre 25% de son temps de travail à un projet de formation personnel en suivant des cours ou des études postgrades, ou en poursuivant des recherches personnelles attestées.

Art. 97 Engagement - confirmation - renouvellement éventuel

¹ Après une période d'essai d'une année, l'assistante ou l'assistant HES est confirmé pour une période de 2 ans.

² Le congé maternité ou le congé parental d'une année au maximum est déduit de la durée du mandat.

³ En dérogation à l'alinéa 1, un renouvellement pour une durée de 2 ans au maximum peut être accordé lorsque la fonction a été exercée durablement à temps partiel en raison de charges familiales.

Chapitre III Assistante ou assistant de recherche HES

Art. 98 Responsabilités

¹ L'assistante ou l'assistant de recherche HES est un diplômé récent, engagé pour collaborer à des projets de recherche appliquée ou artistique et au transfert de technologies sous la direction d'une ou d'un professeur HES.

² Il peut être amené à faciliter l'intégration à l'enseignement des résultats des projets auxquels il contribue.

Art. 99 Autres caractéristiques liées à la fonction

¹ L'engagement de l'assistante ou assistant de recherche HES est lié à un ou plusieurs projets de recherche appliquée financés par un tiers ou de recherche artistique. ⁽¹⁾

² Il consacre tout son temps au projet en question sous la direction du responsable de projet ou son représentant.

³ La durée de son engagement, de trois ans au maximum, ainsi que le taux d'activité sont déterminés par la nature et l'étendue du projet.

⁴ Un congé maternité ou le congé parental d'une année au maximum peut, le cas échéant, être déduit de la durée maximale du mandat.

Chapitre IV Adjointe ou adjoint scientifique

Art. 100 Responsabilités

¹ L'adjointe ou l'adjoint scientifique HES effectue des recherches scientifiques ou artistiques originales dans un domaine hautement spécialisé. ⁽¹⁾

² A cet effet, il peut être chargé d'un projet de recherche sur délégation d'une ou d'un professeur HES et être amené à encadrer des assistantes et assistants de recherche HES.

³ Il participe à des activités d'enseignement dans son domaine de spécialisation, en particulier pour les cours et études postgrades.

Art. 101 Autres caractéristiques liées à la fonction

¹ L'adjointe ou l'adjoint scientifique HES est un professionnel ou un artiste expérimenté qui s'est spécialisé dans un domaine particulier, en principe par le biais de cours ou études postgrades.⁽¹⁾

² Son engagement est lié à un projet, financé ou non par un tiers, de recherche appliquée, de recherche fondamentale ou d'expérimentation.

³ La durée de son engagement, ainsi que le taux d'activité, sont déterminés par la nature et l'étendue du projet. En principe, elle ne dépasse pas trois ans. Dans des cas exceptionnels, et lorsque les besoins de l'école l'exigent, l'engagement peut être renouvelé pour une deuxième période de trois ans au plus. Un congé maternité ou un congé parental d'une année au maximum peut, le cas échéant, être déduit de la durée maximale du mandat.

Titre IV Commission paritaire

Art. 102 Constitution

Il est institué un organe paritaire sous la dénomination « commission paritaire ».

Art. 103 Compétences

¹ La commission paritaire a pour but de garantir l'application objective du statut du corps enseignant HES; elle favorise l'application de la jurisprudence des tribunaux ou des organes de recours, ainsi que de toute mesure que l'expérience ou les circonstances rendent opportune.

² Elle a notamment pour mission de :

a) veiller à la diffusion de toute information concernant les écoles HES, d'une part, et les associations professionnelles, d'autre part;

b) favoriser l'échange de l'information entre les directions d'enseignement, d'école, ainsi qu'entre celles-ci et les administrations fédérales, régionales et cantonales; ⁽¹⁾

c) examiner les problèmes généraux relatifs à la formation et au perfectionnement professionnels;

d) faire toute remarque, critique ou suggestion propres à atteindre les buts assignés à l'organisation des écoles ou des sites HES; ⁽¹⁾

e) s'assurer que les conditions et les procédures d'engagement, de nomination, d'affectation et de mise au concours présentent toute garantie d'objectivité;

f) veiller au respect des autres dispositions relatives au statut des membres du corps enseignant HES;

g) se prononcer sur les problèmes du cahier des charges général des membres du corps enseignant HES;

h) se préoccuper de la salubrité, de l'hygiène des locaux et de la prévention des accidents en relation avec la commission de coordination pour la prévention des risques professionnels au sein de l'Etat, instituée par le règlement concernant la protection de la santé et de la sécurité du travail au sein de l'administration cantonale, du 28 juillet 1999;

i) participer aux efforts de réadaptation des invalides et d'insertion des personnes handicapées; ⁽¹⁾

- j) veiller à l'exercice normal des droits syndicaux au sein des écoles HES;
- k) donner son préavis sur toute modification du présent règlement.⁽¹⁾

Art. 104 Composition et organisation

- ¹ La commission paritaire est composée d'une présidente ou d'un président et de vingt membres, soit dix représentantes et représentants du Conseil d'Etat et dix représentantes et représentants du corps enseignant, dont sept choisis parmi le corps professoral et trois parmi le corps intermédiaire.⁽²⁾
- ² Elle est présidée par la conseillère ou le conseiller d'Etat chargé du département ou sa représentante ou son représentant.
- ³ La commission s'organise librement. Pour des raisons d'efficacité, elle peut, en particulier, créer des sous-commissions présidées par l'un de ses membres et recourir au service d'autres personnes en qualité d'experts.⁽²⁾
- ⁴ Le secrétariat de la commission est assuré par la direction générale de la Haute Ecole de Genève.⁽²⁾

Art. 105 Durée, désignation, élection

- ¹ La commission paritaire est constituée pour une durée de 4 ans après chaque renouvellement du Conseil d'Etat. Elle entre en fonction le 1^{er} mars suivant.⁽²⁾
- ² Sur proposition du département, le Conseil d'Etat nomme par arrêté les membres de la commission paritaire.
- ³ La nomination des représentantes et représentants du corps enseignant est faite sur proposition commune des associations ou fédérations d'associations professionnelles concernées qui veillent, de manière concertée, à une représentation équitable des écoles HES ainsi que des deux sexes.⁽²⁾
- ⁴ La commission paritaire se réunit au moins une fois par trimestre sur convocation de la présidente ou du président ou en tout temps sur demande de la moitié de ses membres.

Titre V Dispositions finales et transitoires

Art. 106⁽²⁾ Dispositions transitoires

- ¹ Dans les écoles genevoises de la HES-SO et à l'école supérieure des beaux-arts, la phase transitoire de mise en application s'étend du 1^{er} octobre 2001 au 30 septembre 2006.
- ² Dans les écoles genevoises de la HES-S2, la phase transitoire de mise en application s'étend du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2009.
- ³ Le membre du personnel enseignant de la fondation de l'Institut d'études sociales ou de la fondation de l'école de soins infirmiers et de sages-femmes « Le Bon Secours » qui n'est pas promu lors de son engagement à l'Etat de Genève à l'une des fonctions du corps professoral HES régies par le présent règlement, est soumis aux dispositions suivantes :
  - a) la dénomination de fonction et la classe de traitement demeurent celles acquises antérieurement selon les dispositions du statut du personnel de la fondation de l'Institut d'études sociales, du 12 juin 1986, ou de l'école de soins infirmiers et de sages-femmes « Le Bon Secours », du 1^{er} janvier 1988 (ci-après : les fondations); les situations exceptionnelles justifiant un traitement particulier plus favorable sont réservées;
  - b) la fonction est décrite et précisée dans un cahier des charges actualisé en regard des missions HES;
  - c) la formation pédagogique ou didactique manquante est initiée ou poursuivie dans les meilleurs délais afin de permettre la promotion à l'une des fonctions du corps professoral HES ou le transfert dans une autre fonction de l'Etat, comme annoncé par l'intéressé dès le début de la phase transitoire;
  - d) la durée du travail demeure celle spécifiée par le statut antérieur du personnel des fondations;
  - e) la durée des vacances demeure celle spécifiée par le statut antérieur du personnel des fondations;
  - f) pour le surplus, le règlement fixant le statut du corps enseignant des écoles de professions de la santé et de la petite enfance, du 24 août 1992, s'applique par analogie.
- ⁴ Le membre du personnel enseignant de la Haute école de travail social et de la Haute école de santé qui est promu, au 1^{er} janvier 2005, à l'une des fonctions du corps professoral HES est mis au bénéfice des dispositions du présent règlement y relatives avec effet rétroactif au 1^{er} octobre 2004. Toutefois, en dérogation à l'article 39, alinéa 2, dernière phrase, seules les dispositions sur la promotion, à l'exception de celles de l'article 36 du présent règlement, lui sont applicables.
- ⁵ La mise en application progressive du présent règlement fait l'objet de directives du département.

Art. 107 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} octobre 2001.

RSG	Intitulé	Date d'adoption	Entrée en vigueur
B 5 10.16	R fixant le statut du corps enseignant HES	10.10.2001	01.10.2001
<i>Modifications :</i>			
1. n. : (d: 1/2c [ ] 1/2d) 1/2c, (d: 29/1e-g [ ] 29/1f-h) 29/1e, 85A, chap. IIIA du titre II, 89A-89C, 103/2k; n.t. : 4/2c, 5/2, 7/1 phr. 1, 7/1c, 8/c-d, 17/3, 18, 21/4, 34/1, 36/3, 38, 39/2, 40, 41/c-d, 56/2, 69, 70/2, 73/2b, 73/2e, 74,75/1, 75/2a, 75/2d-e, 77, 78/1, 90, 92/1, 93, 94/2, 95/1, 95/2b, 99/1, 100/1, 101/1, 103/2b, 103/2d, 103/2i; a. : 39/5, 78/6		22.10.2003	30.10.2003
2. n. : (d: 3°-8° cons. [ ] 4°, 6°-10° cons.) 3° et 5° cons.; n.t. : 8° cons., 3/1, 5/1, 8d, 9/2, 11/2, 12/3, 13/2, 13/4, 33/3, 36/2b, 52/2, 70/2, 71, 72/1, 78/1 phr. 1, 78/5, 86/1, 89/1 phr. 1, 104/1, 104/ 3-4, 105/1, 105/3, 106; a. : 9° cons.		04.10.2004	01.01.2005
3. n.t. : 31/2a		11.05.2005	01.07.2005

Légende: **n.** (nouveau), **n.t.** (nouvelle teneur), **d.** (déplacement), **a.** (abrogation), **d.t.** (disposition transitoire).